



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PRÉFET DE LA RÉGION NOUVELLE-AQUITAINE

### Arrêté préfectoral portant décision d'examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3 du Code de l'environnement

#### LE PRÉFET DE LA RÉGION NOUVELLE-AQUITAINE

Vu la directive 2014/52/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 modifiant la directive 2011/92/UE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le Code de l'environnement, notamment la section première du chapitre II du titre II du livre premier, et plus particulièrement ses articles L. 122-1, R. 122-2 et R. 122-3 ;

Vu l'arrêté du ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 janvier 2017, fixant le modèle du formulaire de la demande d'examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3 du Code de l'environnement ;

Vu la demande d'examen au cas par cas n° 2019-7985 relative à la réalisation d'un forage pour l'arrosage d'un verger de noisetiers de 19 ha sur la commune de Loudun (86), reçue complète le 05/03/2019 ;

Vu l'arrêté du préfet du département de la Corrèze, préfet de région par intérim, du 21 mars 2019 portant délégation de signature à Madame Alice-Anne MÉDARD, directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Nouvelle-Aquitaine ;

L'Agence Régionale de Santé ayant été consultée le 11/03/2019 ;

**Considérant la nature du projet**, qui consiste à la création d'un forage de 140 mètres de profondeur pour l'arrosage d'un verger de noisetiers sur 19 ha, présentant les caractéristiques suivantes : prélèvement annuel maximum sollicité de 40 000 m<sup>3</sup>, pour un débit maximum demandé de 27 m<sup>3</sup>/h, et une période d'arrosage entre avril et août. Étant précisé que le forage captera la nappe libre du Dogger, dans le bassin de la Dive du Nord, sous-bassin du Thouet, en zone de répartition des eaux (ZRE) ;

**Considérant** que ce projet relève de la rubrique 27(a) du tableau annexé à l'article R. 122-2 du Code de l'environnement qui soumet à examen au cas par cas « *les forages pour l'approvisionnement en eau d'une profondeur supérieure ou égale à 50 mètres* » et de la rubrique 17 (d) du même tableau, qui soumet à examen au cas par cas « *les dispositifs de captage des eaux souterraines en zone où des mesures permanentes de répartition quantitative instituées ont prévu l'abaissement des seuils, lorsque la capacité totale est supérieure ou égale à 8 m<sup>3</sup>/h* » ;

**Considérant** les données fournies et les engagements du pétitionnaire pour éviter et réduire les impacts sur l'environnement :

- faiblesse des enjeux en termes de biodiversité,
- pas de source de pollution potentielle identifiée et chantier mené dans les règles de l'art,
- période d'essai de pompage destinée à évaluer la compatibilité du projet avec la capacité de la ressource
- durée limitée à 3 jours de la période de chantier puis dispositif de pompe immergée ne générant pas de nuisance sonore vis à vis du voisinage

**Considérant** que le projet fera l'objet dans le cadre de l'autorisation environnementale à laquelle il est soumis, d'une évaluation des incidences sur l'environnement qui permettra d'évaluer la compatibilité du projet avec les enjeux environnementaux et les prescriptions nécessaires ;

**Considérant** qu'il ne ressort pas des éléments fournis par le pétitionnaire et des connaissances disponibles à ce stade, compte tenu des réglementations spécifiques encadrant son autorisation, que le projet soit susceptible d'impact notable sur l'environnement au titre de l'annexe II de la directive 2014/52/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 ;

## Arrête :

### Article 1<sup>er</sup> :

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du Code de l'environnement le projet de forage pour l'arrosage d'un verger de noisetiers de 19 ha sur la commune de Loudun (86) **n'est pas soumis à la réalisation d'une étude d'impact.**

### Article 2 :

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du Code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

### Article 3 :

Le présent arrêté sera publié sur les sites Internet de la préfecture de région et de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Nouvelle – Aquitaine.

À Bordeaux, le 5 avril 2019

Pour le Préfet et par délégation,

Pour le Chef de la Mission  
Evaluation Environnementale  
L'adjointe au Chef de la MEE

Michaële LE SAOUT

## Voies et délais de recours

### 1- décision imposant la réalisation d'une étude d'impact

#### Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :

à adresser à Monsieur le préfet de la région Nouvelle - Aquitaine  
(Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

**Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après.**

### 2- décision dispensant le projet d'étude d'impact

#### Recours gracieux :

à adresser à Monsieur le préfet de la région Nouvelle - Aquitaine  
(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

#### Recours hiérarchique :

Monsieur le ministre d'État de la Transition Écologique et Solidaire  
(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

#### Recours contentieux :

à adresser au Tribunal administratif  
(Délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).